

M. Pepin: Vous avez vous-même répondu.

M. Deans: Peut être le message a-t-il mis du temps à passer, mais cela va leur en faciliter la compréhension. On peut penser qu'ils n'auront pas à demander de suppléments d'honoraire, puisqu'ils prélèvent suffisamment sur les contribuables grâce à cette mesure du gouvernement. C'est très regrettable et le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) le sait parfaitement. Ce n'est pas la bonne façon d'assurer une certaine équité. Ce n'est pas non plus ainsi que l'on donnera à tous les mêmes chances de réussite, que l'on garantira aux gens la possibilité non seulement de subvenir à leurs propres besoins, mais également de travailler.

Que se passe-t-il? Il ne s'agit pas seulement des médecins, des avocats, des experts-conseils ou des comptables. Non, nous avons même accordé des avantages fiscaux à Eaton. Eaton en a vraiment besoin. Cette compagnie tirait vraiment le diable par la queue. Elle se contentait d'amasser les millions. Mais nous décidons tout à coup qu'il lui faut aussi des avantages fiscaux. Que fait-on pour le Canadien moyen? Il n'a droit à rien du tout; cette année encore, les familles de Canadiens moyens devront payer un milliard ou plus d'impôt. Qu'est-ce qui nous garantit que le consommateur profitera des avantages fiscaux accordés à Eaton ou à d'autres grosses sociétés? Rien ne nous le garantit.

J'estime qu'il s'agit là d'une situation fort regrettable. Je suis totalement mécontent de la façon dont le gouvernement s'y est pris pour parvenir au but, si toutefois il en a un.

J'ai écouté les porte-parole des deux partis et mon collègue qui a invoqué à peu près les mêmes arguments que moi. Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a fait des plaisanteries. Son collègue du Yukon (M. Nielsen) et lui répètent sans cesse qu'ils ne révéleront pas ce qu'ils feraient de peur que les électeurs ne votent pas pour eux. Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) dit que nous avons besoin de plus d'argent pour créer des emplois et il a raison. Puis le député de Saint-Jean-Ouest déclare qu'il faut réduire le budget, ce en quoi il a tort. Cela montre bien qu'il y a beaucoup de contradictions, ce que je trouve très inquiétant. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas changer le cours des choses ni influencer les libéraux. C'est parce que le parti conservateur lance deux idées totalement contradictoires.

M. Mayer: Regardez les sondages; les électeurs commencent à comprendre.

M. Deans: Les sondages ne reflètent pas ce qui se passe ici.

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est terminé. Avez-vous des questions à poser ou des observations à faire?

M. Thacker: Monsieur le Président, le NPD tient des propos incroyables. Chacun sait qu'il a déclenché les élections de 1979 parce qu'il pensait obtenir davantage de sièges mais qu'il a simplement permis aux libéraux de revenir.

Des voix: Oh, oh!

M. Fisher: Quels bons gars ces néo-démocrates!

M. Thacker: En réalité ils ont fait beaucoup de tort à ceux qu'ils prétendent défendre, depuis 1980. Nous savons que la dette nationale va en augmentant. Le plus grave c'est que le

Le Budget—M. Deans

pourcentage de recettes fiscales qui sert seulement à payer les intérêts sur la dette profite uniquement aux gens assez riches pour prêter de l'argent au gouvernement sans avoir à courir de risque ou à assumer la moindre responsabilité. Quel est, d'après le député, le pourcentage maximum des recettes fiscales qui peut être utilisé à cette fin? Au départ il s'agissait d'environ 10 p. 100 et cela dépasse maintenant les 30 p. 100. Pense-t-il qu'on ira jusqu'à 50 p. 100, 60 p. 100, 70 p. 100? Où situe-t-il la limite?

M. Deans: Monsieur le Président, nous avons dit fort clairement, je pense, qu'une bonne partie de la dette résultait des taux d'intérêt exorbitants qui étaient en vigueur au début des années 80. Nous avons exigé des mesures législatives visant à faire baisser les taux d'intérêt tandis que les conservateurs sont allés dire aux quatre coins du pays que les taux d'intérêt élevés étaient un mal nécessaire.

M. Mayer: C'est faux. Soyez juste.

M. Deans: Je serai tout à fait juste. Je le suis toujours.

M. Mayer: Certaines fois moins que d'autres. Voilà l'ennui.

M. Deans: Le député d'Etobicoke, qui était alors le critique financier du parti conservateur, se trouvait à Montréal à l'époque où les taux d'intérêt se situaient à environ 20 p. 100.

M. Thacker: Nous y arrivons.

M. Deans: Le député est allé dire devant la Chambre de commerce de Montréal, je crois, que les taux d'intérêt élevés étaient un mal nécessaire. Il a soutenu la politique du gouvernement à cet égard et il était prêt à en subir les conséquences.

Je répondrai au député qui m'a posé la question que si les conservateurs avaient suivi nos conseils, si l'on avait pris les mesures voulues pour faire baisser les taux d'intérêt et s'ils nous avaient soutenus sur ce plan, moins de familles auraient perdu leur maison, moins d'hommes d'affaires auraient perdu leur entreprise, moins d'agriculteurs auraient perdu leur exploitation et les intérêts sur la dette nous coûteraient beaucoup moins cher.

● (1220)

Que le député pose une telle question prouve qu'il n'a pas fait son travail. Je l'invite à se reporter aux comptes rendus de la Chambre des communes et à étudier soigneusement ce que son parti propose. D'une part, le député de Saint-Jean-Ouest réclame à cor et à cri qu'on fasse des coupes sombres, qu'on sabre, qu'on taille dans les dépenses. Il est appuyé, pratiquement sans réserves, par le député de Capilano (M. Huntington) dont le seul objectif est de réduire l'effectif de la Fonction publique, quelles que soient les difficultés que cela pourrait créer.

De l'autre côté, on trouve le député de Saint-Jean-Est, que je respecte, qui demande régulièrement qu'on augmente les dépenses. Précédemment, le député de Nepean-Carleton, qu'il repose en paix, défendait sans relâche la valeur de la Fonction publique. Tous ceux qui ont écouté la question et ma réponse s'apercevront que les discussions au sein du parti conservateur rendent impossible la mise sur pied d'une politique rationnelle.